

## Rapport annuel 2019 du Programme ONU-REDD

---

### Résumé

Ce rapport annuel présente les résultats du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) au cours de l'année 2019. Ces résultats s'inscrivent dans la continuité d'une série progressive d'avancées portant sur le lien entre le climat et les forêts, réalisées à l'échelle des pays et du monde dans le champ des politiques, des institutions et des connaissances depuis le lancement du Programme en 2008.

Alors que les pays partenaires progressent de plus en plus dans leur préparation au mécanisme de la REDD+ (réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts, et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement), le Programme ONU-REDD s'est de plus en plus axé sur la réponse aux demandes d'assistance technique de la part des pays, lesquels font appel à son soutien pour mettre en œuvre les activités REDD+, accéder aux paiements liés aux résultats de la REDD+ et, plus récemment, satisfaire les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. En décembre 2019, le Programme ONU-REDD avait permis à ses 65 pays partenaires répartis à travers l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, d'accroître leurs connaissances et de réaliser d'importantes avancées dans l'adoption et la mise en œuvre des activités REDD+.

En 2019, l'un des principaux objectifs du Programme demeurait d'aider les pays partenaires dans leurs efforts visant à respecter les quatre piliers du Cadre de Varsovie pour la REDD+, une exigence requise pour pouvoir bénéficier des paiements liés aux résultats. Adopté en 2013, le Cadre de Varsovie met en avant quatre domaines en rapport avec la préparation à la REDD+ : les stratégies ou plans d'action nationaux REDD+ (SN/PAN), les systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), les niveaux d'émissions de référence pour les forêts/niveaux de référence pour les forêts (NERF/NRF) et les systèmes d'information sur les garanties (SIG).

Le Bangladesh, le Honduras et la Mongolie ont tous trois achevé leurs stratégies ou plans d'action nationaux REDD+ en 2019, portant ainsi à 28 le nombre de pays qui ont adopté, avec l'appui du Programme ONU-REDD, des cadres stratégiques visant à institutionnaliser les solutions forestières en réponse au problème du changement climatique. À ce jour, le Programme ONU-REDD a appuyé 45 pays dans le développement de leur SNSF. En 2019, il a aidé le Viet Nam et la Zambie à entreprendre un test et une formation sur [Open Foris](#), facilitant le traitement des données de terrain et des données satellitaires. Grâce aux informations apportées par le Programme ONU-REDD, l'Argentine, le Bangladesh, les Îles Salomon et le Nigéria ont soumis leurs NERF/NRF au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) début 2019 tandis que la Colombie, l'Équateur, le Honduras, le Kenya et le Mexique ont finalisé leurs NERF/NRF de façon à pouvoir les présenter début 2020. Sept pays ont progressé dans la conception et l'opérationnalisation de leur SIG au niveau national en 2019. L'[Argentine](#), le [Chili](#) et le [Paraguay](#) ont mis leur SIG en ligne, facilitant ainsi l'accès aux informations sur la manière dont les garanties sont prises en compte et respectées dans ces pays. En outre, la Côte d'Ivoire et la Zambie ont développé des versions tests des

plateformes de leur SIG, lesquelles seront disponibles en ligne en 2020. La Colombie a finalisé la conception de son SIG, et le Myanmar a avancé dans la programmation du sien.

Tout au long de l'année, 14 pays partenaires ont bénéficié d'un soutien personnalisé de la part du Programme ONU-REDD, au travers de programmes nationaux et de l'assistance technique à la mise en œuvre de la REDD+. Outre le soutien apporté à sept programmes nationaux, le Programme ONU-REDD a continué à déployer son assistance technique pluriannuelle 2018-2020 à l'appui de projets de mise en œuvre de la REDD+ dans neuf pays et dans six domaines de gestion des connaissances. L'appui du Programme ONU-REDD en matière de gestion des connaissances complète le travail réalisé au niveau des pays; il est essentiel à la concrétisation des quatre piliers du Cadre de Varsovie et à la réalisation de l'objectif de mise en œuvre de la REDD+. Voici quelques faits saillants du travail effectué en 2019 par le Programme dans le champ de la gestion des connaissances.

Tout particulièrement, le Programme ONU-REDD a généré, mobilisé et apporté des connaissances en vue d'élaborer des mécanismes de financement novateurs pour appuyer la mise en œuvre des actions REDD+ dans cinq pays. S'appuyant sur un savoir-faire plus que décennal et tout en aidant les pays à mettre en place les modalités institutionnelles, politiques et financières nécessaires à la REDD+, le Programme a fourni en 2019 un soutien intensif au Brésil, au Chili, à l'Équateur et au Paraguay pour leur permettre d'accéder aux paiements liés aux résultats de la REDD+ issus du Fonds vert pour le climat (FVC). Ces pays, les premiers à recevoir du FVC une telle rémunération résultant de leur performance, ont perçu un total combiné de 230 millions de dollars des États-Unis.

Par ailleurs, le travail du Programme ONU-REDD sur le financement et le secteur privé s'est attaché à faire valoir l'intérêt économique d'adopter des modes plus durables de production des matières premières agricoles, dissociés du déboisement, et à identifier les types de politiques et mesures susceptibles d'être développées par les gouvernements et insérées dans les stratégies nationales REDD+. En 2019, le Programme ONU-REDD a contribué à appuyer plusieurs analyses de rentabilité au niveau national, notamment au Costa Rica et au Viet Nam.

L'Argentine, la Côte d'Ivoire et le Viet Nam ont tiré parti du savoir de l'équipe ONU-REDD en matière d'approches paysagères et de planification, appliquant la planification spatiale à la mise en œuvre de la REDD+ dans leurs contextes nationaux. Alors que les pays sont orientés vers la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, ces types d'analyse peuvent aussi aider à identifier les zones susceptibles d'être restaurées et potentiellement aptes à fournir toute une gamme de bénéfices.

En 2019, le Programme ONU-REDD a continué de s'activer pour accroître la visibilité de questions telles que la sécurisation du régime foncier, la défense des droits des peuples autochtones et la promotion de l'inclusion sociale dans les politiques et les actions REDD+. Parmi les faits saillants de 2019, citons par exemple: la collaboration avec le Secrétariat de la CCNUCC dans le lancement du processus de démarrage de la nouvelle plateforme des communautés locales et des peuples autochtones; la production de connaissances globales et l'appui à des dialogues d'experts sur la gouvernance forestière, le régime foncier et les droits des peuples autochtones, en tant que clé pour dégager le plein potentiel de la REDD+ en matière d'atténuation du changement climatique; et le déploiement d'informations – essentielles pour le Programme – sur le régime forestier et les droits des peuples autochtones, et les éléments qui leur sont associés, dans divers pays.

Le Programme ONU-REDD a également offert un soutien à 14 pays pour combattre les obstacles et les inégalités liées au sexe et intégrer la parité hommes-femmes et la valorisation des activités féminines dans l'action REDD+ à l'échelon national. Dans de nombreux cas, ce travail a impliqué de passer de la politique à la pratique, produisant des résultats et des impacts positifs et tangibles aux niveaux national et infranational.

Le Programme ONU-REDD a stimulé des synergies et favorisé l'inclusion et le renforcement des activités axées sur les forêts et l'utilisation des terres comme partie intégrante des solutions fondées sur la nature dans les contributions déterminées au niveau national et le plus vaste Programme de développement durable à l'horizon 2030, un thème qui a trouvé un écho considérable à la suite du Sommet mondial sur le climat.

L'appui politique et institutionnel fourni par ONU-REDD au moyen de ses programmes nationaux, ses conseils techniques et sa diffusion d'informations a permis aux pays d'avancer dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), non seulement en ce qui concerne l'ODD 13 (action climatique) et l'ODD 15 (vie terrestre), mais aussi plus largement à travers tout l'éventail des ODD.